

qui veut dire qu'on fait un déséquilibre—et la chose principale à saisir, dans les interventions économiques, c'est que, quelle que soit notre intervention, elle touche nécessairement, en fait, l'ensemble; ce qui veut dire que les systèmes sont parfaitement interdépendants; lorsque nous touchons les prix, nous créons un déséquilibre ailleurs; nous corrigeons un deuxième point et nous en créons un troisième.

On en a un exemple magnifique, en ce qu'on a le marché, au Canada, sur le contrôle du lait. Le Gouvernement fédéral intervient sur ce programme différent. On a commencé avec le lait, ensuite le beurre, les importations, les exportations et, donc, on déplace les équilibres. Alors, disons que les pressions au sujet du contrôle des prix sont fondamentalement inefficaces. Le problème est celui de faire, contre ça, une politique économique dans laquelle on pourrait éviter notre mécanisme d'accélération et de multiplication, produisant un total de croissance d'un autre ordre. Il ne faut pas se faire beaucoup d'illusion; le Canada étant un pays extrêmement ouvert, il ne contrôle pas nécessairement l'ensemble de l'évolution de certaines autres croissances qui sont souvent dictées par le taux de croissance, tel qu'il a été obtenu aux États-Unis. Alors, je crois que, cependant, même si ce problème est difficile, il faudrait lentement y arriver, et peut-être, sur ce plan, disons, je suis, en partie, les propositions du Conseil économique du Canada et, en partie, je ne les suis pas. Ceci rentre dans le second problème de ce que j'aimerais développer, d'une part, la politique des prix, enfin, pardon, excusez-moi, la politique monétaire et la politique fiscale, et d'autre part, la politique de revenu.

Du point de vue de la politique de revenu, le Conseil économique du Canada a pris une position excessivement réaliste, c'est-à-dire que la politique de revenu n'est un succès, aujourd'hui, nulle part. Donc, ce n'est pas une solution pour le Canada dans le proche avenir. Je crois que le Conseil économique du Canada a parfaitement raison, car ce n'est pas une chose que l'on puisse improviser d'un jour à l'autre et qui va donner suite à des résultats immédiatement. En effet, une politique de revenu présuppose beaucoup de choses, notamment, un certain type d'organisations syndicales, un certain type d'organisations patronales en même temps qu'un certain type de relations ouvrières, et aussi, disons, une étude gouvernementale qui est peut-être très différente de ce que nous avons, en fait, dans les pays nord-américains.

Ce que j'aimerais simplement souligner c'est que, bien que la politique de revenu ne puisse pas être réalisée au Canada dans un proche avenir, il faudrait, cependant, penser—et je crois que c'est le Conseil économique du Canada lui-même qui devrait y penser—vers quoi l'on s'en va dans ce domaine? Parce que nous nous rendons tout de même compte aujourd'hui qu'il faudra que l'on arrive à un peu plus de contrôle, à un peu plus de cohésion, car l'on ne pourra pas continuer, disons, avec notre système de législation. Je trouve que, actuellement, c'est très bien de dire que nous sommes habitués à ce que nos décisions se fassent par petites unités autonomes. C'est prouvé que, lorsqu'un problème, disons, du point de vue de l'économie nationale, n'est pas norme, mais lorsque ces petits groupes autonomes représentent les débardeur d'un port comme Montréal, cela pose un problème énorme, peut-être, pour toute l'économie d'un pays. Mais, lorsque dans un secteur on a une grève de quelques semaines, c'est ça le drame, puisqu'il y a des grèves beaucoup trop longues. Une grève de 24 heures, ce n'est pas mauvais, mais une grève qui dure 6 semaines, ou 2 mois, cela devient dangereux.

Donc, il faudra chercher une politique de revenu, d'ici 25 ou 30 ans, qui sera exactement le genre d'organisation que nous aurons; une politique de revenu où les partenaires se mettront d'accord, mais ce sera une politique de revenu en bonne et due forme. Je crois que le Conseil devra garder son intérêt pour ces problèmes. Je crois que nous devons y arriver un jour, et que nous y arriverons,